

Bruxelles, le 21.9.2022  
C(2022) 6634 final

**RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ (UE) .../... DE LA COMMISSION**

**du 21.9.2022**

**modifiant les normes techniques de réglementation fixées par le règlement délégué (UE)  
2019/815 en ce qui concerne la mise à jour 2022 de la taxonomie précisant le format  
d'information électronique unique**

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

## **EXPOSÉ DES MOTIFS**

### **1. CONTEXTE DE L'ACTE DÉLÉGUÉ**

En mai 2019, la Commission a publié le règlement délégué (UE) 2019/815 de la Commission<sup>1</sup> relatif à des normes techniques de réglementation précisant le format d'information électronique unique (le «format électronique européen unique» ou FEEU). Les normes techniques de réglementation relatives au FEEU ont été élaborées par l'AEMF en vertu de l'article 4, paragraphe 7, de la directive 2004/109/CE (directive sur la transparence), telle que modifiée par la directive 2013/50/UE. Ces normes techniques de réglementation précisent le format d'information électronique unique à utiliser par les émetteurs de titres cotés sur un marché réglementé de l'UE pour établir leurs rapports financiers annuels relatifs aux exercices commençant le 1er janvier 2020 ou après cette date. Elles imposent à tous les émetteurs dont les titres sont admis à la négociation sur un marché réglementé de l'UE de préparer la totalité de leurs rapports financiers annuels au format XHTML (eXtensible HyperText Markup Language) à partir de l'exercice 2020. Des règles supplémentaires s'appliquent aux émetteurs qui incluent dans leurs rapports financiers annuels des états financiers consolidés établis conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) adoptées par l'Union en application du règlement (CE) n° 1606/2002, ou publiées par l'International Accounting Standards Board et considérées par la décision 2008/961/CE de la Commission comme équivalentes aux IFRS adoptées par l'Union. Ces états financiers consolidés IFRS doivent être balisés selon le langage iXBRL (Inline eXtensible Business Reporting Language), et ces balises incorporées au document XHTML de base à l'aide de la technologie Inline XBRL. À titre de mesure supplémentaire destinée à favoriser la reprise après la pandémie de COVID-19, l'article 4, paragraphe 7, de la directive sur la transparence a été modifié par le règlement (UE) 2021/337<sup>2</sup>. Cette modification accorde aux États membres la faculté de permettre aux émetteurs relevant de leur juridiction d'établir leurs rapports financiers annuels au FEEU à partir de l'exercice 2021 (au lieu de 2020), à condition de notifier à la Commission européenne leur intention de permettre ce report et de la motiver dûment.

La taxonomie de base à utiliser pour le balisage d'états financiers consolidés IFRS (taxonomie FEEU) est précisée dans l'annexe des normes techniques de réglementation. La taxonomie FEEU, mise à jour en dernier lieu par le règlement délégué modificatif (UE) 2022/352, repose sur celle élaborée par la Fondation IFRS et est régulièrement mise à jour pour prendre en compte, entre autres évolutions, la publication de nouvelles IFRS ou la modification d'IFRS existantes, l'analyse des informations qui sont généralement déclarées dans la pratique, ainsi que les améliorations à apporter au contenu général de cette taxonomie ou à la technologie utilisée. La dernière version en date de la taxonomie IFRS – la taxonomie IFRS 2022 – a été publiée en mars 2022. Elle intègre les règles de présentation et de publication définies par les normes IFRS telles que publiées par l'International Accounting Standards Board au 1<sup>er</sup> janvier 2022, y compris celles publiées mais non encore applicables.

---

<sup>1</sup> Initialement publié en tant que «règlement délégué (UE) 2018/815 de la Commission du 17 décembre 2018 complétant la directive 2004/109/CE du Parlement européen et du Conseil par des normes techniques de réglementation précisant le format d'information électronique unique». À la suite d'un rectificatif publié en juin 2019, ce règlement délégué porte désormais le numéro 2019/815.

<sup>2</sup> Règlement (UE) 2021/337 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2021 modifiant le règlement (UE) 2017/1129 en ce qui concerne le prospectus de relance de l'Union et des ajustements ciblés pour les intermédiaires financiers et la directive 2004/109/CE en ce qui concerne l'utilisation du format d'information électronique unique pour les rapports financiers annuels, afin de soutenir la reprise après la crise due à la COVID-19 (JO L 68 du 26.2.2021, p. 1)

Les présentes normes techniques de réglementation – soumises à la Commission européenne par l'AEMF le 14 juin 2022 – visent à modifier les normes techniques de réglementation existantes relatives au FEEU pour prendre en compte toutes les mises à jour figurant dans la taxonomie IFRS 2022, qu'elles concernent des IFRS homologuées ou non dans l'Union. En particulier, elles remplacent l'annexe I, qui inclut les mises à jour du glossaire des termes utilisés dans les normes techniques de réglementation; elles remplacent l'annexe II, qui inclut de nouveaux éléments dans la liste des méthodes comptables et la liste des notes; elles remplacent l'annexe VI, qui inclut le schéma de taxonomie de base actualisé à utiliser pour baliser les états financiers consolidés établis selon les normes IFRS.

Il s'agit d'une modification purement technique, nécessaire pour aligner les déclarations électroniques sur les normes d'information existantes et faciliter ainsi la mise en œuvre, par les émetteurs, des exigences en matière de balisage imposées par les normes techniques de réglementation relatives au FEEU.

Afin de laisser aux préparateurs suffisamment de temps pour se conformer effectivement aux exigences, cette modification des normes techniques de réglementation relatives au FEEU sera applicable au plus tard pour les exercices commençant le 1<sup>er</sup> janvier 2023 ou après cette date, tout en permettant une application anticipée. Par conséquent, pour les rapports annuels contenant des états financiers relatifs aux exercices commençant le 1<sup>er</sup> janvier 2022 ou après cette date, les émetteurs seront autorisés à utiliser soit la taxonomie FEEU 2021, soit la taxonomie FEEU 2022 introduite par les présentes normes techniques de réglementation. Une application anticipée est particulièrement pertinente pour les émetteurs pour lesquels un ou plusieurs éléments de la taxonomie de base inclus dans la taxonomie FEEU 2022 reflètent mieux le sens comptable des informations balisées que la taxonomie FEEU 2021.

## **2. CONSULTATION AVANT L'ADOPTION DE L'ACTE**

La présente modification des normes techniques de réglementation relatives au FEEU apporte des changements purement techniques aux normes existantes et ne constitue pas en tant que telle une nouvelle politique ou une modification substantielle d'une politique existante. Conformément à l'article 10 du règlement (UE) n° 1095/2010 (ci-après le «règlement instituant l'AEMF»), l'AEMF n'a pas conduit de consultation publique ouverte sur les projets de normes techniques de réglementation et n'en a pas analysé les coûts et avantages potentiels, car ces consultations et analyses auraient été disproportionnées par rapport à la portée et à l'incidence de ces normes.

## **3. ÉLÉMENTS JURIDIQUES DE L'ACTE DÉLÉGUÉ**

La présente modification des normes techniques de réglementation relatives au FEEU est fondée sur l'article 4, paragraphe 7, de la directive sur la transparence telle que modifiée par la directive 2013/50/UE.

Le présent acte délégué comprend des mises à jour purement techniques de la taxonomie que les émetteurs dont les titres sont admis à la négociation sur un marché réglementé de l'UE sont légalement tenus d'utiliser, dans le cadre de leurs rapports financiers annuels, pour le balisage d'états financiers consolidés établis selon les normes IFRS.

En particulier:

- l'annexe I est remplacée par le texte figurant à l'annexe I du présent règlement;
- l'annexe II est remplacée par le texte figurant à l'annexe II du présent règlement;
- L'annexe VI est remplacée par le texte figurant à l'annexe III du présent règlement.

Ces modifications sont conformes au règlement délégué (UE) 2019/815 de la Commission du 17 décembre 2018, selon lequel ses dispositions doivent être actualisées périodiquement sur la base de projets de normes techniques de réglementation élaborés par l'AEMF.

# RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ (UE) .../... DE LA COMMISSION

du 21.9.2022

## **modifiant les normes techniques de réglementation fixées par le règlement délégué (UE) 2019/815 en ce qui concerne la mise à jour 2022 de la taxonomie précisant le format d'information électronique unique**

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu la directive 2004/109/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2004 sur l'harmonisation des obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé et modifiant la directive 2001/34/CE<sup>3</sup>, et notamment son article 4, paragraphe 7,

considérant ce qui suit:

- (1) Le règlement délégué (UE) 2019/815 de la Commission<sup>4</sup> précise le format d'information électronique unique, visé à l'article 4, paragraphe 7, de la directive 2004/109/CE, que les émetteurs doivent utiliser pour établir leurs rapports financiers annuels. Les états financiers consolidés figurant dans ces rapports sont élaborés suivant les normes comptables internationales, communément appelées normes internationales d'information financière («IFRS»), qui ont été adoptées en application du règlement (CE) no 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil<sup>5</sup>, ou suivant les IFRS publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) qui, sur la base de la décision 2008/961/CE de la Commission<sup>6</sup>, sont considérées comme équivalentes aux IFRS adoptées en application du règlement (CE) no 1606/2002.
- (2) La taxonomie de base à utiliser pour le format d'information électronique unique est fondée sur la taxonomie IFRS, dont elle constitue une extension. La Fondation IFRS met à jour chaque année la taxonomie IFRS pour prendre en compte, entre autres évolutions, la publication de nouvelles IFRS ou la modification d'IFRS existantes, l'analyse des informations qui sont généralement déclarées dans la pratique ainsi que les améliorations à apporter au contenu général de cette taxonomie ou à la technologie utilisée. Une mise à jour des normes techniques de réglementation est par conséquent nécessaire pour tenir compte de chaque mise à jour annuelle de la taxonomie IFRS. En mars 2022, la Fondation IFRS a publié la version mise à jour de la taxonomie IFRS.

<sup>3</sup> JO L 390 du 31.12.2004, p. 38.

<sup>4</sup> Règlement délégué (UE) 2019/815 de la Commission du 17 décembre 2018 complétant la directive 2004/109/CE du Parlement européen et du Conseil par des normes techniques de réglementation précisant le format d'information électronique unique (JO L 143 du 29.5.2019, p. 1).

<sup>5</sup> Règlement (CE) n° 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales (JO L 243 du 11.9.2002, p. 1).

<sup>6</sup> Décision de la Commission du 12 décembre 2008 relative à l'utilisation, par des émetteurs de valeurs mobilières de pays tiers, des normes comptables nationales de certains pays tiers et des normes internationales d'information financière pour établir leurs états financiers consolidés (JO L 340 du 19.12.2008, p. 112).

Cette mise à jour devrait par conséquent être intégrée dans le règlement délégué (UE) 2019/815.

- (3) Il convient de mettre à jour les annexes I, II et VI du règlement délégué (UE) 2019/815 pour tenir compte des mises à jour apportées à la taxonomie IFRS en 2022 et à fournir aux émetteurs des indications supplémentaires sur le balisage de leurs états financiers. Bien que cette mise à jour ne concerne que certaines parties de ces annexes, il est nécessaire de les remplacer dans leur intégralité afin d'améliorer, en particulier, la lisibilité pour les parties intéressées des tableaux applicables de la mise à jour de 2022. Ce remplacement facilitera la mise en œuvre des exigences en matière de balisage et améliorera la comparabilité, pour les utilisateurs finaux, des états financiers électroniques établis conformément aux normes IFRS, tant au niveau de l'Union qu'au niveau mondial.
- (4) Il convient de modifier en conséquence le règlement délégué (UE) 2019/815.
- (5) Afin de laisser aux émetteurs suffisamment de temps pour mettre effectivement en œuvre les nouvelles exigences, et de réduire au minimum les coûts de mise en conformité, la nouvelle taxonomie devrait s'appliquer aux rapports financiers annuels contenant des états financiers relatifs aux exercices commençant le 1<sup>er</sup> janvier 2023 ou après cette date. Toutefois, les émetteurs devraient être autorisés à mettre en œuvre la nouvelle taxonomie dès les exercices commençant le 1<sup>er</sup> janvier 2022 ou après cette date.
- (6) Le présent règlement se fonde sur le projet de norme technique de réglementation soumis à la Commission par l'Autorité européenne des marchés financiers.
- (7) Le présent règlement constitue une mise à jour technique du règlement délégué (UE) 2019/815 visant à tenir compte des mises à jour apportées à la taxonomie IFRS et à fournir des indications supplémentaires sur le balisage des états financiers IFRS. Il ne constitue pas une nouvelle politique ni une modification substantielle d'une politique existante. L'AEMF n'a pas conduit de consultation publique ouverte sur les projets de normes techniques de réglementation sur lesquels se fonde le présent règlement, n'en a pas analysé les coûts et avantages potentiels et n'a pas sollicité l'avis du groupe des parties intéressées au secteur financier institué par l'article 37 du règlement (UE) n° 1095/2010 du Parlement européen et du Conseil<sup>7</sup>, car ces démarches auraient été tout à fait disproportionnées au regard de la portée et de l'incidence de la présente modification,

A ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

#### *Article premier*

#### **Modifications du règlement délégué (UE) 2019/815**

Le règlement délégué (UE) 2019/815 est modifié comme suit:

- (1) l'annexe I est remplacée par le texte figurant à l'annexe I du présent règlement;
- (2) l'annexe II est remplacée par le texte figurant à l'annexe II du présent règlement;
- (3) L'annexe VI est remplacée par le texte figurant à l'annexe III du présent règlement.

---

<sup>7</sup> Règlement (UE) n° 1095/2010 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des marchés financiers), modifiant la décision n° 716/2009/CE et abrogeant la décision 2009/77/CE de la Commission (JO L 331 du 15.12.2010, p. 84).

## *Article 2*

### **Dispositions transitoires**

Par dérogation au règlement délégué (UE) 2019/815 tel que modifié par le règlement délégué (UE) 2022/352 de la Commission<sup>8</sup> le présent règlement peut être appliqué aux rapports financiers annuels contenant des états financiers relatifs aux exercices commençant avant le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

## *Article 3*

### **Entrée en vigueur et application**

Le présent règlement entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Il s'applique à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023 aux rapports financiers annuels contenant des états financiers relatifs aux exercices commençant le 1<sup>er</sup> janvier 2023 ou après cette date.

Toutefois, l'article 2 s'applique dès la date d'entrée en vigueur du présent règlement.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 21.9.2022

*Par la Commission*  
*La présidente*  
*Ursula von der Leyen*

---

<sup>8</sup> Règlement délégué (UE) 2022/352 de la Commission du 29 novembre 2021 modifiant le règlement délégué (UE) 2019/815 en ce qui concerne la mise à jour 2021 de la taxonomie établie dans les normes techniques de réglementation précisant le format d'information électronique unique (JO L 77 du 7.3.2022, p. 1).